

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/300

23 septembre 1997

(97-3870)

---

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

## ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

### Communication de la Communauté européenne

L'Organe de supervision des textiles a reçu une communication de la Commission européenne en réponse à la demande de renseignements additionnels qu'il a formulée dans le cadre de la préparation de son rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape, conformément au paragraphe 11 de l'article 8.

L'OSpT distribue cette communication aux Membres de l'OMC pour information.

Commission européenne  
Genève

Genève, le 26 juin 1997

Monsieur l'Ambassadeur,

Suite à votre lettre du 12 juin 1997 concernant les observations du Pakistan<sup>1</sup>, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la réponse suivante.

Avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur les textiles et les vêtements et, plus récemment, dans le cadre de la détermination de sa deuxième étape d'intégration, la Communauté européenne a tenu des consultations avec le Pakistan afin que les deux parties puissent mieux comprendre leurs positions respectives au sujet dudit accord. Au cours de ces consultations, le Pakistan n'a soulevé aucun point présentant pour lui un intérêt particulier en ce qui concerne la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord. La Communauté européenne a néanmoins estimé que les consultations en question avaient été utiles étant donné qu'elles lui avaient permis de mieux comprendre la position du Pakistan, dont elle a tenu compte. Le Pakistan n'a pas informé la Communauté européenne d'éventuels problèmes qui pourraient, selon lui, surgir de l'application de l'article 1:4 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, et n'a pas non plus demandé la tenue d'autres consultations sur cette disposition.

J'aimerais rappeler que, conformément à l'ATV, la Communauté européenne a notifié les restrictions quantitatives préexistantes conformément à l'article 2 (et à l'article 3) de l'Accord sur les textiles et les vêtements. La situation à laquelle le Pakistan fait référence, à savoir que certains pays bénéficient du libre accès et d'autres non, résulte de la situation objective qui existait au moment de l'entrée en vigueur de l'ATV et non d'une discrimination patente entre les pays producteurs de coton et non producteurs de coton.

J'espère que cette réponse sera utile à l'OSpT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(signé) R.E. Abbott  
Ambassadeur

Monsieur l'Ambassadeur Szepesi  
Président de l'Organe de supervision des textiles  
OMC - Centre William Rappard  
Rue de Lausanne 154  
1211 Genève 21

---

<sup>1</sup>Pour ce qui est des observations du Pakistan, voir le document G/TMB/N/296.